LA CRÉATION DU DISPENSAIRE



L'idée du dispensaire

"Ceux qui en ont conçu la première pensée et qui ont mis un zèle admifaire fructifier cette bienfaisante entreprise: ce sont de jeunes médecins qui vous offrent avec le plus grand désintéressement leurs soins et leurs veilles, et que la charité presse de se dévouer au soulagement des douleurs, à la guérison des maux des infortunés."

Ils sont 5 et se nomment GOULLARD, TERME, COMARMOND, GUBIAN rable à lui chercher des appuis sont ceux-là même dont les travaux doivent et JANDARD. Ils sont jeunes, âgés de 26 à 30 ans et sont des anciens internes

Trois d'entre eux méritent une mention particulière

Docteur Jean GOULLARD

Connu pour son idéal charitable (médecin populaire surnommé Père la Douceur), on lui décerna le titre de "Premier Fondateur". On lui attribue la rédaction du projet initial adressé au Maire de Lyon. Il mit son appartement personnel à la disposition du bureau du Dispensaire jusqu'en 1826, épargnant à l'œuvre des frais de loyer, ce qui facilita son démarrage.

Docteur Jean-François TERME

Il s'intéresse particulièrement au problème des secours publics et écrivit un opuscule à ce subrillante carrière politique puisqu'on le retrouve II tenait de soigneuses observations manuscrites Président de l'administration des Hospices de 1831 à 41, Maire de Lyon de 1840 à 47, Député du Rhône Comité Médical du Dispensaire avec ses tableaux de 1843 à 47.

Docteur Louis-Jean-Claude GUBIAN

Il eut une carrière plus strictement médicale, fut Président de la Société de Médecine et Président jet où il défend les secours à domicile. Il fit une du Comité de Vaccins du Département du Rhône. de ses malades. Il a peut-être été l'instigateur du statistiques précis et détaillés.

L'idée fait écho parmi les notables de Lyon grâce à la lettre circulaire que leur adresse le Comte de Fargues, Maire de Lyon. On voit bien que ce dernier a été très vivement intéressé.

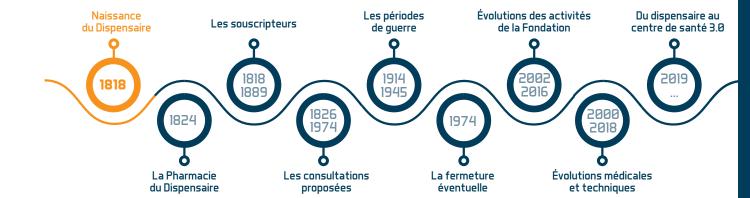
Cette lettre sollicite la générosité des notables ; chacun d'eux devient un

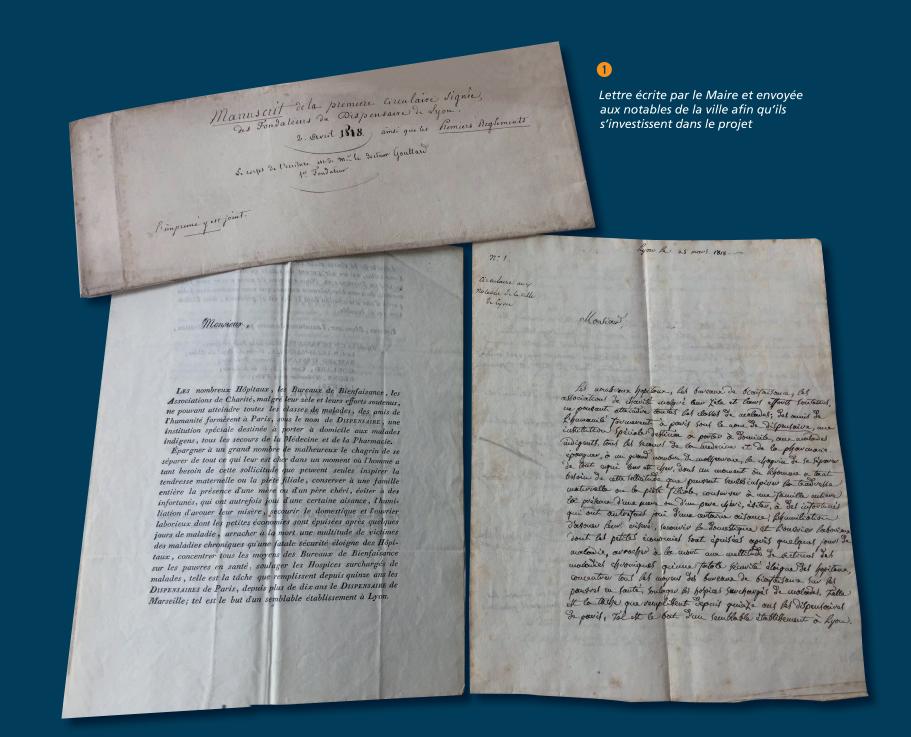
un malade de son choix. Un ou plusieurs malades peuvent bénéficier de la carte valable 1 an. La souscription confère au bienfaiteur non seulement un droit de présentation, matérialisé par la carte, mais aussi un droit de regard sur la gestion et les travaux de l'œuvre.

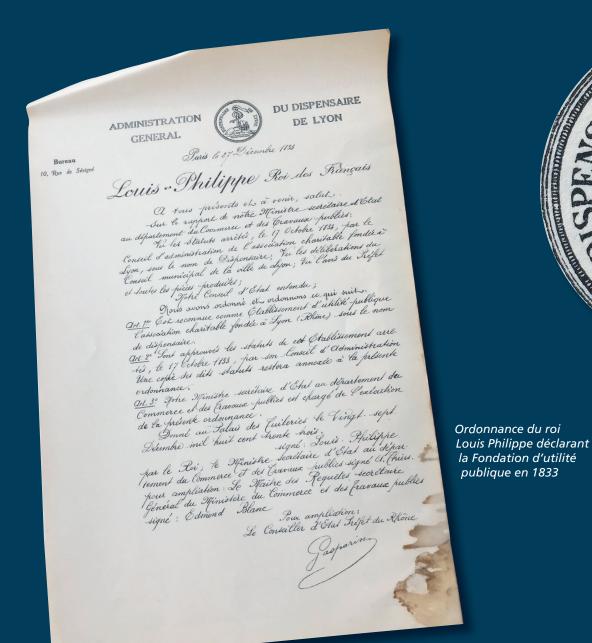
bienfaiteur des malades pauvres en versant une souscription de 30 francs Ce sont immédiatement 118 souscripteurs qui répondent à l'invitation du Maire. contre laquelle il reçoit une carte. Cette carte lui donne le droit de faire soigner Ainsi est fondée la Société du Dispensaire. (document 0)

FONDATION DISPENSAIRE

> GÉNÉRAL DE LYON RECONNUE D'UTILITÉ PUBLIQUE









LA PHARMACIE DU DISPENSAIRE

L'indispensable pharmacie

Si la délivrance des soins et les consultations gratuites posèrent peu de problèmes grâce au zèle des médecins, il n'en fut pas de même pour la distribution gratuite des médicaments.

La pharmacie devenait indispensable, comme l'explique M. RAMBAUD,

Maire de Lyon, Président du Dispensaire, dans le discours suivant :

"Le danger de cette dépense devenait menaçant: il fallait y porter un prompt remède: nos jeunes médecins se sont concertés à cet égard avec les sages Docteurs, qui ne leur ont jamais refusé leurs bons conseils. Il est sorti de ces conférences un projet que notre Conseil s'est empressé d'adopter, tant il a été sagement conçu et si bien préparé qu'il sera très incessamment en pleine exécution.

Le Dispensaire aura sa Pharmacie, dans laquelle les remèdes qu'il distribuera auront été préparés avec le plus grand soin et de la manière la plus économique.

Cette Pharmacie sera dirigée par un jeune homme qui joint déjà l'expérience à la théorie et qui nous est recommandé par des hommes dignes de confiance.

L'établissement sera placé dans un quartier bien central dans le rue Tupin. Un emprunt volontaire a déjà fourni à la portion des fonds nécessaires que nous ne pourrions puiser dans notre caisse sans embarrasser notre marche.

La Pharmacie sera très activement surveillée par les Médecins consultants et par les Médecins ordinaires. Nous devons croire, Messieurs que cet établissement obtiendra bientôt la grande confiance qu'il doit mériter, et nous devons raisonnablement en espérer de nouveaux moyens pour étendre la distribution des secours.

Ainsi, ce sera là, même où nous pouvions appréhender une cause de ruine, que nous trouverons sans doute une nouvelle source de prospérité ; grâces soient rendues aux auteurs de cet utile projet!"

La Pharmacie du Dispensaire est le lieu de distribution des remèdes gratuits pour les malades indigents bénéficiant d'une carte de présentations. Les indigents non recommandés ne recevaient pas de remèdes gratuits.

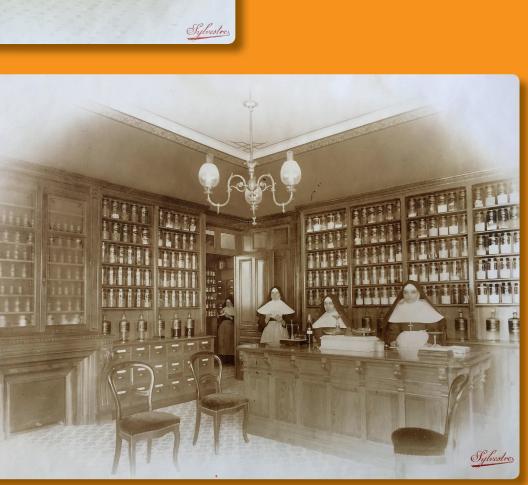
Cependant les gens aisés et tous ceux qui pouvaient payer leurs médicaments pouvaient le faire comme dans n'importe quelle officine, et c'était là, une source de recettes nouvelles d'une importance non négligeable (24% des recettes en 1824).











LES SOUSCRIPTEURS

Titre?

Beaucoup habitent le même quartier ou la même rue. Souvent on retrouve deux ou plusieurs personnes d'une même famille.





Les gens d'église sont assez bien représentés par un certain nombre de curés de paroisse, sans oublier le Président du Consistoire de l'Église Réformée. Ils représentent 6,7% du nombre total des souscripteurs.

Parmi les autres notables, les gens de loi (avocats, notaires, greffiers...) représentent également 6,7% des souscripteurs.

Mais ce sont les négociants qui sont le plus largement représentés. Au nombre de 33, ils forment pratiquement 28% de l'ensemble des souscripteurs.

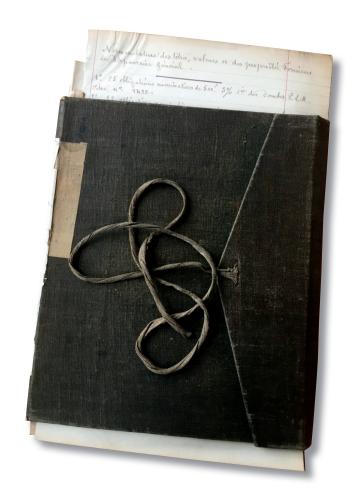
Négociant est un terme vague qui veut recouvrir des activités variées. On peut cependant supposer que le négoce de la soie était le plus fréquent. En tout cas, cette partie de la bourgeoisie lyonnaise s'est

1833 à 1889

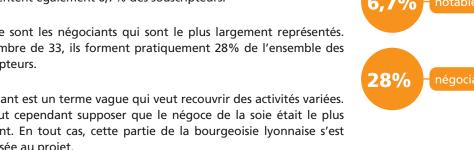
Une première phase fut marquée par le silence, contrastant avec l'abondance des publications de la première période. De ces seize années, qui s'allongent jusqu'en 1848, nous ne connaissons que quelques éléments, essentiellement le nombre des souscriptions et celui des malades soignés.

L'évolution des souscriptions est assez significative, montrant une baisse du nombre de cartes, surtout nette à partir de 1834, année de l'insurrection républicaine ; qui réunit les ouvriers lyonnais dans des revendications plutôt sociales et politiques. Le Mutuellisme avait fait son chemin. En 1844 le chiffre est au plus bas, et la chute observée représente 40% du nombre des souscriptions de 1833.

À partir de là, s'amorce une reprise incontestable et progressive qui atteindra son point culminant en 1868 avec 1230 cartes, malgré un second incident dans la courbe, lié aux événements de 1848 (révolte des Canuts). À partir de 1848 les documents réapparaissent.

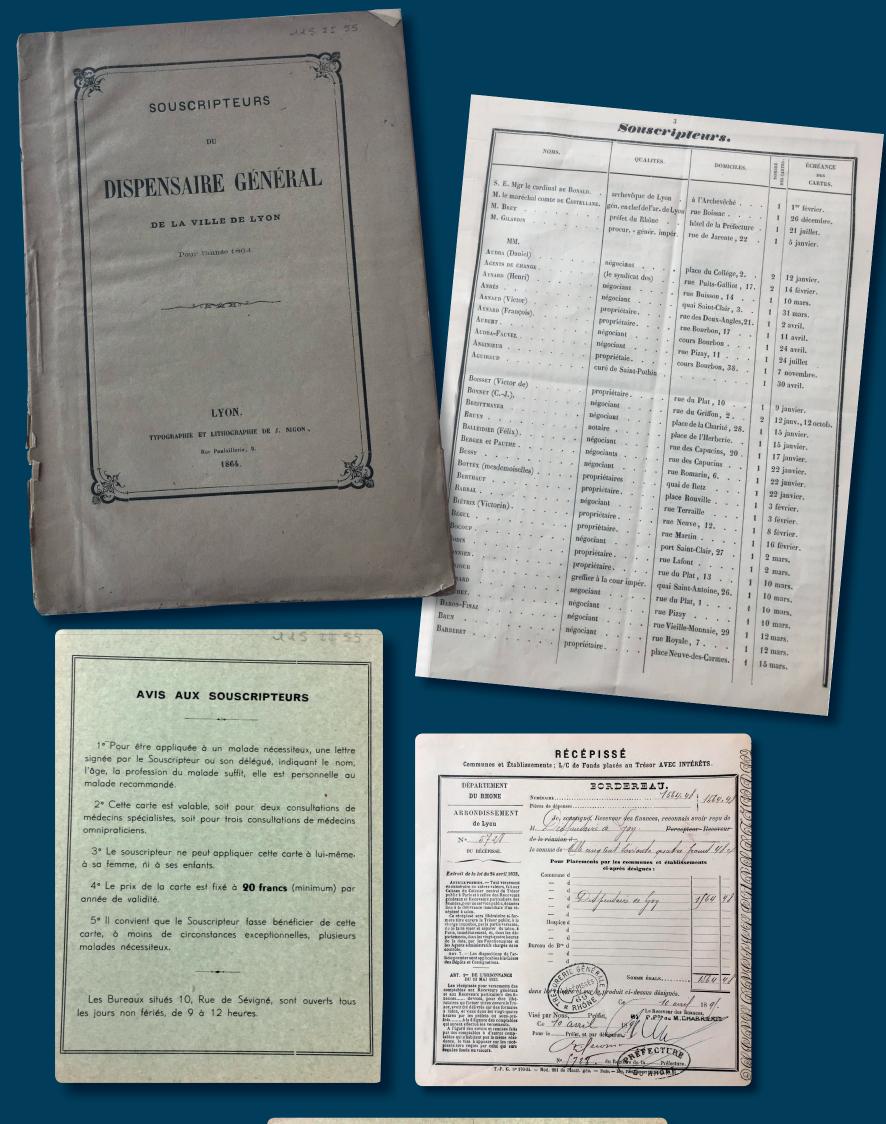


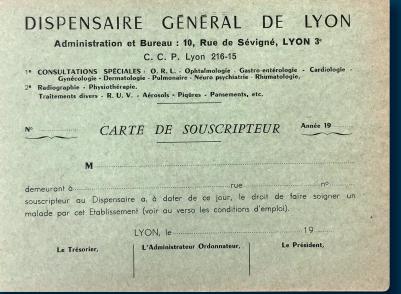








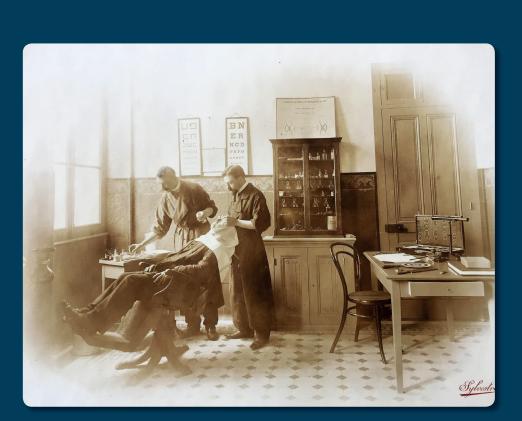




LES CONSULTATIONS PROPOSÉES



Médecine générale



Maladie des yeux

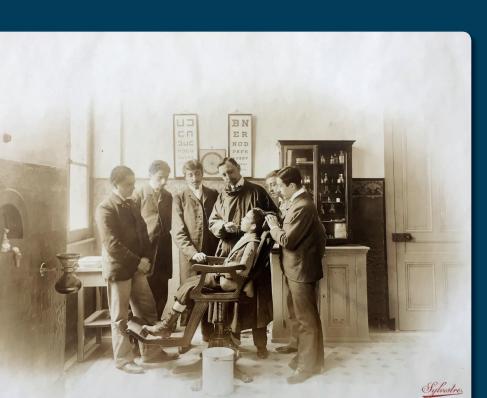




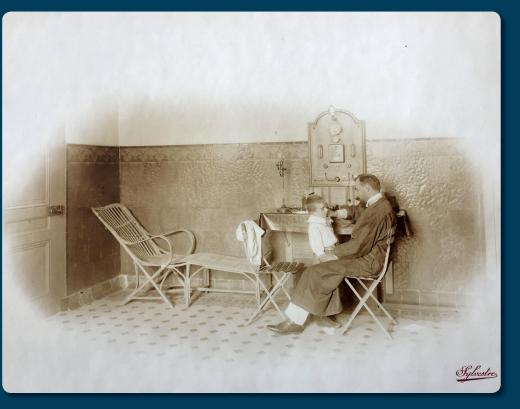
Les pansements et les soins



Les soins dentaires







Les maladies de la gorge, du nez, des oreilles



Les consultation poumons, bronches, asthme











La fermeture éventuelle







Du dispensaire au centre de santé 3.0







LES PÉRIODES DE GUERRE

"Le Dispensaire ne cesse de jouer

son rôle dans le chœur des œuvres

d'assistance, mais entre autres

causes, le développement des lois

sociales, le déplacement de l'in-

fortune, freinent sa volonté d'être

La reconversion du Dispensaire (1914 - 1939)

utile...

La première guerre mondiale représente pour le Dispensaire, comme pour beaucoup d'autres institutions, une cassure.

Elle se traduit notamment par l'absence de tout document dans les archives. Tout au plus sait-on par des écrits ultérieurs que le Dispensaire a continué de porter secours aux malades pauvres qui devaient être nombreux au cours de cette époque troublée, et qu'il a participé au fonctionnement des ambulances lyonnaises de secours aux blessés de guerre ; l'une d'elles fut même instal-

lée dans les locaux du Dispensaire pour les convalescents.

Après la guerre, le Dispensaire poursuit son activité mais il n'a plus la capacité d'en rendre compte régulièrement comme il le faisait autrefois dans les rapports médicaux établis par les médecins ou le Président du comité médical.

À partir de 1937, réapparaissent des rapports du Conseil d'administration, outre le rapport budgétaire; ces rapports administratifs sont cependant très laconiques et succincts. Ils témoignent cependant du renouveau que veut donner à l'œuvre le Président CHOMEL, nouvellement élu.

Quel avenir pour le Dispensaire? C'est la question que pose Antonin CHOMEL en 1937. Son grand-père et son arrière-grand-père par alliance ont été présidents du Dispensaire avec un certain dynamisme. Monsieur CHOMEL voudrait suivre leur exemple et relancer le Dispensaire. Il s'adresse aux administrateurs en ces termes:

"Le Dispensaire ne cesse de jouer son rôle dans le chœur des œuvres d'assistance, mais entre autres causes, le développement des lois sociales, le déplacement de l'infortune, freinent sa volonté d'être utile... Monsieur le Préfet, au cours des deux visites que nous lui avons faites, en nous révélant l'intérêt qu'il porte à nos efforts, a attiré notre attention

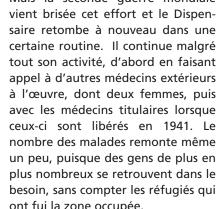
sur ces catégories sacrifiées de Français, qu'un slogan à la mode définit "classes moyennes", sur lesquelles il est bon de s'apitoyer mais pour lesquelles on n'a encore rien fait. Peut-être serait-ce vers elles que nous devrions orienter notre sollicitude. Sous quelle forme? Intensification des visites à domicile qui sont de tradition au Dispensaire et dans d'autres milieux? Assurance mutuelle médicale, garantie par une prime annuelle en accord avec d'autres dispensaires de notre ville, à l'instar de l'as-

surance mutuelle chirurgicale, pratiquée par la Familiale..."

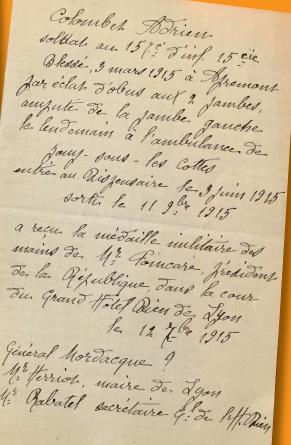
Mais la seconde guerre mondiale ont fui la zone occupée.

C'est également pendant la guerre que le Dispensaire se voit contraint d'abandonner la vente des médicaments au public. En effet, la loi du 11

septembre 1941, votée sous la pression des syndicats de pharmaciens, interdit aux hôpitaux et aux Dispensaires la vente de médicaments. Cette mesure, qui prend effet à partir de 1943, pose un grave problème à l'œuvre puisque les revenus de la pharmacie représentent à cette époque plus de 50% des recettes. Pour remédier à cette situation, les sœurs pharmaciennes se reconvertissent en infirmières et dès 1943, les revenus des soins infirmiers représentent 28 % des recettes. Enfin, les visites à domicile sont définitivement abandonnées en raison de la pénurie des moyens de transport. Ainsi, s'achève la transformation













LA FERMETURE ÉVENTUELLE **DU DISPENSAIRE**

Des années incertaines

En novembre 1969, la situation financière est jugée saine par les administrateurs et des travaux de rénovation sont envisagés pour le premier étage. Pourtant, 18 mois plus tard, non seulement les projets de travaux sont abandonnés, mais encore la situation apparaît très préoccupante: le budget sera à peine équilibré en 1971, et de plus, les prévisions laissent entrevoir un déficit de 37500 francs pour 1972. La seule solution que proposent les administrateurs consiste à demander une subvention au Conseil Général et à la municipalité. D'autre part, des démarches sont faites auprès de la Sécurité Sociale, qui, cette fois, accepte de réduire l'abattement à 20 % sans que pour autant des améliorations aient été apportées au Dispensaire.

Finalement, grâce à cette mesure et à une subvention de 25 000 francs, le budget de 1972 est bouclé et se solde même par un bénéfice, mais le problème reste entier pour 1973, d'autant qu'il faut renouveler et moderniser l'appareillage du service de radiologie et que la communauté religieuse va quitter le Dispensaire. Un déficit de 50 000 francs paraît inévitable et une nouvelle demande de subvention est déposée, mais sans qu'aucune solution à long terme ne soit envisagée par les administrateurs.

> Trois causes semblent se conjuguer pour amener le Dispensaire Général, en 1974, à la plus grande crise qu'il ait jamais

D'une part, la montée des charges salariales s'accélère à partir de 1970; elle est liée à la hausse générale des salaires en France, spécialement pour les infirmières (le manque d'infirmières, en particulier dans les hôpitaux, a conduit à l'augmentation de leurs salaires). Ainsi, le pourcentage des salaires dans les dépenses qui était de 22 % en 1958, passe à 50 % en 1973.

D'autre part, le départ en 1973 de la communauté religieuse oblige à recruter des infirmières civiles, ce qui alourdit d'autant les dépenses de personnel. Le départ des sœurs, qui ne sont plus que 5 en 1973, est motivé par le fait qu'elles sont âgées et qu'il n'y a plus de vocations nouvelles

Enfin, le quartier de la Part-Dieu dans lequel est installé le Dispensaire connaît à partir de 1970 une vaste opération immobilière qui doit en faire le nouveau centre commercial et administratif de Lyon. Cette rénovation se traduit par la démolition de nombreux immeubles, par la fermeture des commerces et, en fin de compte, par le départ d'un grand nombre d'habitants peu fortunés parmi lesquels le Dispensaire trouvait une grande partie de ses malades.

L'action du personnel et le mouvement de soutien

Au Conseil d'administration du 16 avril 1974, les administrateurs décident de se mettre en rapport avec les Hospices Civils de Lyon pour chercher avec eux une solution.

Ceux-ci, après examen des locaux, reprendraient le Dispensaire pour continuer les consultations avec le même personnel, mais en fait, des rumeurs circulent, selon lesquelles il s'agirait de le transformer en un centre administratif des H.C.L. Le personnel inquiet, alerte les administrateurs de la Sécurité Sociale. Ceux-ci envisagent de reprendre le Dispensaire en gestion directe, mais en attendant de prendre une décision définitive, ils proposent de financer le déficit de 1974 et 1975 et de ramener l'abattement sur les tarifs de 10 % (alors que l'équipement est resté le même). En contrepartie, deux administrateurs de la Sécurité Sociale rentreront au conseil d'administration: cette fois-ci on est obligé d'accepter ce que certains administrateurs considèrent comme la "socialisation" du Dispensaire Général.

En même-temps, le personnel du Dispensaire a pris contact avec les associations du quartier et, en particulier, avec le Comité populaire du quartier Part-Dieu-Guillotière qui avait été créé en 1970 pour s'opposer à l'opération de rénovation et à ses conséquences.

Ces associations apportent leur soutien plein et entier au personnel du Dispensaire; elles voient dans la menace de fermeture qui le frappe une nouvelle mutilation de leur quartier.

L'ensemble des habitants est alerté par voie d'affiches, de tracts, d'articles dans la presse. (document 0) Une pétition circule et recueille en huit jours plus de 3000 signatures. L'établissement connaît à cette époque une certaine effervescence; de nombreuses personnes passent ou téléphonent pour affirmer leur attachement au Dispensaire ou pour demander des informations. Bientôt, le mouvement de soutien déborde les limites du quartier et touche d'autres personnes qui voient dans la menace de fermeture un nouvel exemple des difficultés que connaissent

C'est avec l'Union Générale des Mutualistes du Rhône (UGMR) qu'un accord est conclu en juin 1976; en vertu de celui-ci, l'UGMR prend en charge la gestion du Dispensaire Général, qui devient le centre médical Sévigné. La Sécurité Sociale, de son côté, accepte de combler le déficit de 1976. Un vaste plan de rénovation est mis sur pied.

Pendant un an, le nouveau Président essaie de trouver des sources de financements complémentaires, qui permettraient d'en faire un centre médical autonome.











Dispensaire, Main basse sur le quartier

Face à la menace de disparition du dispensaire, une grande partie des gens du quartier, le personnel du dispensaire et les consultants en très grand nombre, ont réagi en signant les pétitions demandant son

Plus de 3 000 signatures ont été recueillies. Ceci parce que le dispensaire est un équipement collectif indispensable aux gens du quartier. Devant cette mobilisation, les organismes intéressés ont pris conscience du porblème. La Sécurité Sociale a pris en charge le dispensaire, et s'est engagée à couvrir le déficit 74-75. Actuellement. le dispensaire est en observation jusqu'à fin juin 1975, date à laquelle la décision de prise en compte définitive sera donnée.

Nous devons rester mobilisés tant que nous n'avons pas l'assurance de la prise en compte officielle par la Sécurité Sociale. Nous ne devons pas nous laisser berner par de simples promesses.

Si nous voulons le maintien du dispensaire, c'est que sa disparition est une m utilation du quartier. C'est au même titre que les expulsions une façon de contraindre les gens à partir : c'est une façon

Actuellement, à la Part-Dieu, à tour de rôle les habitants sont expulsés. Que construit-on à la place ?

- Des immeubles Grand-Standing aux loyers inabordables par la
- majorité de la population du quartier,
- Des banques privées.

ON HE RENOVE PAS POUR LES GENS DU QUARTTER !

n'ont pratiquement auxun moyen de défense face aux expulsions. Elles sont chassées et n'ont plus qu'à aller, pour la minorité, dans les résidences pour personnes âgées où elles seront dépaysées, loin de leur cadre et dans un espace étranger, ou, pour la majorité. dans les hospices ou les asiles, si toutefois il y a de la place.

Les Immigrés, eux aussi, dans leur majorité ne peuvent pas se permettre de payer un loyer dans les immeubles neufs. De plus, souvent, on ne les accepte pas. Il ne leur reste plus qu'à aller dans les rares foyers créés à leur intention, où ils seront coupés du reste

Est ce LA MORT DU BISPENSAIRE?



Nos 3000 signatures à la pétition demandant le maintien du dispensaire général, IO rue Sévigné, Lyon 3e, n'ent pas reçu de réponse du Conseil d'administration de la Sécurité Sociale.

Cependant, ce Conseil s'est réuni fin mars, pour délibérer, et ce mercredi

Le déficit est actuellement épongé par la Sécurité sociale, seul organisme qui semble capable de pouvoir assurer la centinuité des soins.

Si le dispensaire ferme, la Sécurité Sociale devra rembourser sur la base des tarifs pratiqués en ville par les infirmières cu les médecins, alers qu'au dispensaire les tarifs sont inférieurs de 20%.

LE DEFICIT N'EST QU'UN PRETEXTE!

La ferme sure du dispinsaire n'est qu'un aspect de la rénovation à la Part-Dieu. C'est aussi un bon moyen de chasser les gens du quartier, c'est à dire les usagers du dispensaire.

QUE SIGNIFIE LA FERMETURE DU DISPENSAIRE

Pour le personnel, c'est un licenciement collectif.

Pour les usagers, c'est la perse du tiers payant et d'un certain nombre dan médecine sociale, c'est l'obligation d'aller se faire soi-

Pour le cuartier, c'est une véritable mutilation!

Comité P pulaire du Quartier organiserent la riposte pour l'empêcher avec les usagers et les habitants du quartier.

RESTEZ EN CONTACT AVEC LE PERSONNEL DU DISPENSAIRE ET LE COMITE POPULAIRE DU QUARTIER.

(Imprimé par nos soias)

CPQ - Librairie"Le Soleil"

ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS DE LA FONDATION

Après avoir créé, en 1982, un Service de Soins Infirmiers à Domicile (SSIAD) pour les personnes âgées, la Fondation va poursuivre la diversification de ses activités, avec un point culminant au cours des années 2000.

La Fondation amorce ainsi son développement afin de remplir sa mission, selon ses engagements statutaires.

2002/

- Installation, au sein du bâtiment du Centre Sévigné, du Centre Lyonnais d'Imagerie Féminine (CLIF) doté d'innovations technologiques (mammographie numérique, mammotome, ostéodensimétrie...) permettant une prise en charge globale des pathologies féminines en imagerie. (document 1)
- Ouverture en partenariat avec la Mairie de Vaulx-en-Velin du Centre de santé Jean Goullard dispensant des consultations de médecine générale et spécialisée (dermatologie, rhumatologie, ophtalmologie...), dans un premier temps dans des locaux temporaires.
- Début de la rénovation architecturale du Bâtiment du Centre Sévigné. (document **2**)

2003/

- Développement des consultations de médecine spécialisée sur le Centre Sévigné (ORL, gynécologie, ophtalmologie, rhumatologie, dermatologie...).
- La Fondation crée avec des radiologues libéraux la SAS IRM Sud pour l'exploitation de l'IRM de la Clinique des Minguettes.

2004/

- Fusion absorption de l'ALERM et du CLIF par la Fondation permettant l'intégration de technologie d'imagerie en son sein (Véritable innovation pour un Centre de santé).
- Création du Centre de Soins Infirmiers (centre de prélèvements, soins à domicile) au Centre Sévigné
- Achèvement de la rénovation du bâtiment de Sévigné.

2006/

• Création d'un service dentaire au sein du Centre Sévigné.

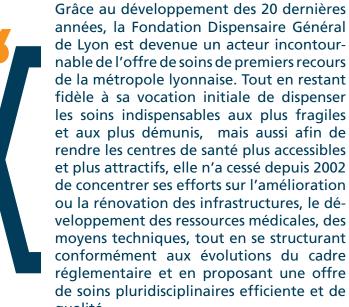
2009/

- Déménagement et construction du Centre Jean Goullard actuel. Création d'un service d'imagerie (radiologie, mammographie, échographie et IRM) et d'un service dentaire complétant les consultations de médecine générale
- Obtention, après plusieurs autorisations d'extension, de 84 places pour personnes âgées sur le Service de Soins Infirmiers à Domicile Sévigné desservant les 3^{ème} et 7^{ème} arrondissement de Lyon.
- Exploitation par la SAS IRM Sud d'une seconde IRM sur la Clinique Natécia, déménagement de l'IRM de la Clinique des Minguettes à la Clinique Portes du Sud.

• Fusion absorption du service de soins infirmiers à domicile (association A3 Sol) de Pierre-Bénite bénéficiant, sur le canton regroupant les communes de Pierre-Bénite, Irigny, Vernaison et de Charly, de 47 places dont 42 pour personnes âgées et 5 pour personnes handicapées.

2016 /

- Création de la plateforme Handiconsult 69 permettant l'accès à des consultations médicales pour les patients en situation de handicap, en échec de soins en milieu ordinaire (réponse à l'appel d'offre de l'ARS ARA).
- Engagement dans le dispositif SPASAD consistant en un partenariat entre le SIAD de Sévigné et l'association d'aide à domicile: Maxi Aide Grand Lyon.



Cette offre structurée s'est inscrite au fil du temps



dans les priorités du Projet Régional de Santé Rhône-Alpes, devenu Auvergne Rhône-Alpes, ets'étend depuis à plusieurs projets encore en cours de développement.







Le Progrès - Lyon Rhône, mardi, 30 septembre 2003, p. 11

Le centre Sévigné fait peau neuve

Des locaux qui seront bientôt dispensaire fonctionne en synergie complètement rénovés, une équipe avec le Centre Lyonnais d'Imagerie actuellement en vigueur à Lyon. » médicale accrue avec de nombreux Féminine (CLIF), 180m2 de spécialistes, du matériel neuf à la technologie, le diagnostic des différentes pathologies dispensaire général Sévigné (Lyon 3e) n'en finit pas d'améliorer sa flière de soins afin de faire des Magnétiques (ALERM), seule diagnostic soins afin de faire des Magnétiques (ALERM), seule structure associative en France qui limitant les temps d'attente. Durant les travaux, les consultations les travaux, les consultations de la clinique Trarieux, une exploration beaucoup

Lorsque l'on apprend que Daniel moins lourde pour le patient et l'IRN continuent.

La mue du centre Sévigné se poursuit.

Commencée en octobre 2002, la restructuration totale des 3000m2 du les trois entités qui travaillent en dispensaire qui présente des bâtiment situé rue de Sévigné suit son réseau et s'enrichissent mutuellement consultations de cardiologie. Un mode

Ressenti à l'époque comme une lance dans une série d'exemples négliger l'aspect esthétique comme en alternative à l'hôtel Dieu, le édifiants : « une patiente consulte son témoigne le résultat très cosy du

cours et s'achèvera en septembre
2004. Belle trajectoire que celle de
Lyon créée en 1833 par la
bourgeoisie lyonnaise pour offrir des
soins aux personnes défavorisées.

En limitant la perte de temps et
d'informations. « Nous voulons
Du côté des locaux, la restructuration
arriver à créer un « package « pour le
est menée dans le même souci de
patient en mettant tout sur le même rationalité, quisine l'organisation et
site explique Daniel Duranton qui se
lance dans une série d'exemples

l'accès aux soins, sans toutefois
négliger l'aspect esthétique comme en dispensaire Sévigné est en passe de gwécologue au centre Sévigné qui lui CLIF. Quant aux projets, ils sont devenir aujourd'hui l'un des centre les plus importants de la ville. Et s'en qu'elle peut faire au CLIF, dans les avons déposé une demande d'IRM donne les moyens.

Une prise en charge globale immédiatement au dossier. Les technique complet in situ. D'autre Le service de consultations médicales résultats sont transmis rapidement, part, nous sommes aujourd'hui en Le service de consultations medicales resultats sont transmis rapidement, part, nous sommes aujouranu en a été largement étoffé avec le En cas de problème, Il peut discussion avoemnes aujouranu en spécialistes et le renforcement de certaines spécialités comme la une IRM s'avère nécessaire, là encore qui sera installée chez nous. Nous gynécologie qui a triplé ses tout se passe plus rapidement grâce à souhaitons une collaboration étroite consultations. Un gros investissement l'ALERM qui dispose de 50 % de tant au niveau du matériel que des en matériel neuf et haute technologie, notamment en cardiologie et ophtalmologie, a été réalisé. Le délai de rendez-vous largement d'exception sans jamais renier ce qui fut et reste la raison d'être du centre Sévigné : une offre de soins de qualité avec des coûts moindres aux personnes défavorisées.

Dispensaire général et CLIF, 10 rue de Sévigné (3e).



LE PROGRÈS

Le Progrès - Lyon 69L Meyzieu, jeudi, 23 avril 2009, p. 12

v a trois semaines.

3 000 patients ont déjà consulté le centre de santé Jean-Goullard

Les nouveaux locaux du centre de « Depuis, les objectifs sont Les responsables expliquent ce succès (photo en et pédiatrique. » médaillon). Les élus ont rappelé la génèse de ce centre et son ouverture il

santé Jean-Goullard ont été pleinement atteints. Le centre effectue par « la qualité des locaux et des same Jean-Gouliara on été pietinement atteints. Le centre ejjectue par « la quante des tocaux et des inaugurés, hier à 18 heures, en déjà 200 consultations journalières. équipements à la pointe de la présence du maire Maurice Chartier, Trois mille patients de tout l'Est technologie ». C'est en 2002 que le de son successeur Bernard Genin, du Iyonnais ont consulté dont 300 pour centre de santé Jean-Goullard avait député-président de Région Jean-Jack des IRM, 570 en radiologies, environ remplacé le centre communal Lamaze
 Queyranne, et de Jean-Louis Bonnet,
 800 en médecine dentaire et près de 1
 créé en 1971. D'abord dans des locaux

 directeur de l'Agence régionale
 700 en médecine générale, spécialisée
 provisoires, le centre se trouve
 maintenant dans « des conditions matérielles optimales ».

2000 - 2018 ÉVOLUTIONS MÉDICALES ET TECHNIQUES

2002 Ouverture du 1^{er} centre lyonnais de radiologie dédié aux pathologies féminines - se dote d'une technologie de pointe - 1er Mammographe numérique de Lyon. (document 1)

arrêté du 5 Avril 2005 validant l'agrément du centre Sévigné en tant que centre de vaccination, habilité à effectuer la vaccination antiamarile et à délivrer les certificats internationaux de vaccination contre la fièvre jaune. (document 2)

2007 Autorisation de pratiquer des interruptions volontaires de grossesse par voie médicamenteuse, hors établissement de santé, suivant le protocole de soins défini dans une convention tripartie avec les HCL (centre d'orthogénie Lyon Sud), les gynécologues salariés pratiquant l'IVG et le centre Sévigné.

2010-2017 Développement des compétences médicales: DU Échographie Obstétrique; DU Gynécologie et Obstétrique; Capacité de Gérontologie; DU Santé, Social, Migration; DU Colposcopie.

2012-2017 / Lancement d'une politique Qualité en définissant les orientations et les objectifs stratégiques de la FDGL (document 3)

- Obtention de la certification du SSIAD Sévigné en 2009 et reconduite les années suivantes
- Obtention de la Certification AFNOR par le centre polyvalent Sévigné en 2014 reconduite en 2015 et en 2016 selon le référentiel d'évaluation des centres de santé HAS/RNGOCGS
- Labellisation LABELIX de l'IRM ALERM en 2014, reconduite en 2016

2015 Formalisation des réunions de concertation professionnelle entre les médecins généralistes et autres professionnels de santé du centre : l'organisation structurée de ces réunions a favorisé la coordination de l'offre diversifiée de nos CDS en coordonnant les soins du premier recours et les professionnels de santé du second recours, l'harmonisation des pratiques de l'équipe médicale du centre et le parcours du patient au sein du centre mais aussi son orientation vers des structures extérieures, si nécessaire.

S'en est suivie une dynamique d'amélioration des pratiques médicales, visant à des gains de qualité et d'efficience et tendant vers un consensus de structuration du dossier médical informatisé favorisant l'accès aux soins des patients et la coordination des soins.

Une approche sociale a été privilégiée et développée lors de la revue des dossiers médicaux présentés en RCP, participant aussi à l'efficience de la prise en charge des patients.

2016 / Développement de la chirurgie complexe ambulatoire (documents 0)

La Fondation a développé depuis 2014 des stratégies en chirurgie dentaire contemporaine pour permettre de sécuriser et de rationnaliser des prises en

Un travail de formation et de réflexion sur les techniques et les biomatériaux ont permis d'apporter une sécurité clinique, technique et financière. La Fondation a promu les plans de traitements pluridisciplinaires associant l'Orthodontie la Parodontologie la Stomatologie la Chirurgie maxillo-faciale (correspondant

La coopération dans la durée avec des partenaires locaux (laboratoires de prothèse, laboratoires médicaux et implantaires) a permis de supporter le développement d'une pratique dentaire plus technique, technologique et contemporaine.

prises en charges plus confortable pour le patient, à tarif maitrisé, ambulatoire, aux résultats plus prédictibles.

conservatrices et l'ensemble des techniques complexes de greffes osseuses et gingivales (soulevé de sinus, ROG, greffe d'apposition, distraction, disjonction, déplacement de greffons osseux).

Les avantages sont: le confort pour le patient, les douleurs post-opératoires minimisée, de meilleures cicatrisations, le temps (un jour au lieu d'un an de traitement: ambulatoire), la réhabilitation fixe, évite les greffes de matériaux exogènes, des coûts maitrisés pour le patient.

Les projets à venir feront intervenir les techniques de numérisations des empreintes et des modèles chirurgicaux permettant d'augmenter l'hygiène, la rapidité (dans les échanges avec nos partenaires techniciens de prothèse) et la reproductibilité des gestes prothétiques et chirurgicaux.

2017 / Depuis l'entrée en vigueur de la loi autorisant les CDS en tant que lieu de stage des étudiants de 3ème cycle des études de médecine, un de nos médecins généraliste a obtenu l'agrément de Maître de stage Universitaire et accueille des internes au sein du centre Sévigné, dans le cadre de leur formation.

2018 / Nouvel objectif: Répondre aux critères contemporains de la prise

Pour répondre aux critères contemporains de prise en charge des patients, des investissements depuis 2016 visent à la prise en charge de la douleur et de l'anxiété. Ces questions sont particulièrement sensibles auprès des usagers de la Fondation, réunissant autour de la mixité, des problématiques spécifiques : la migration, la rupture sociale, la petite enfance, le 3ème et 4ème âge, le handicap psychique, mental et physique...

La Fondation veut se placer au cœur du parcours de soins en permettant l'utilisation des techniques comportementales, médicamenteuses (MEOPA) et hypnotiques en ambulatoire. Elle développe un réseau avec des partenaires hospitaliers pour permettre la continuité de la prise en charge des soins spéci-

charges complexes ambulatoires, et les rendre plus accessibles à sa patientèle.

externe hospitalier) la Réhabilitation prothétique.

La stratégie de réunir les différents temps chirurgicaux a permis de proposer des

Le service d'implantologie peut proposer des techniques implantaires simples

en charge de l'anxiété et de la douleur des patients.

fiques sous anesthésie générale. (document 😈 & documents 🐠





Gynécologie : un centre lyonnais d'imagerie féminine

CHANTAL SISTERON

locaux obtenu, à l'instar du dispensaire anesthésie locale et en ambulatoire. du dispensaire Sévigné, le premier Sévigné, le statut de centre de santé Le centre est également pourvu d'un centre lyonnais de radiologie dédié médical, agréé par la direction appareil d'ostéodensitométrie dernie spécifiquement aux femmes

L'idée de proposer dans un même lieu tous les examens radiologiques concernant pse fumus spécifiauement les femus salariés. concernant spécifiquement les femmes n'est pas nouvelle. Tout ce qui touche Un personnel très motivé

restant accessible à toutes les femmes.
Association loi 1901, le Centre le mammotome, grâce auquel on peut

Ouvert depuis deux mois dans les lyonnais d'imagerie féminine (CLIF) a réaliser des biopsies du sein, sous départementale des affaires sanitaires cri : l'examen, non remboursé par la convention avec l'Assurance maladie pour pouvoir offrir aux assurés le 100 euros habituels (600 à 700

n'est pas nouvelle. Tout equi touche à la gynécologie, contraception, grossesse, ménopause, dépistage des cancers féminins et d'autres pathologies, s'appuie aujourd'hui sur l'imagerie médicale.

Des centres d'imagerie féminine ont été créés dans plusieurs villes, notamment à Paris, Marseille et Bordeaux. Depuis deux mois, Lyon possède également le sien. C'est Daniel Duranton, à qui l'on doit déjà a création, à la clinique mutualiste, de l'Association lyonnaise d'exploration par résonance magnétique nucléaire (ALERM), qui a réussi à concrétiser ce projet coûteux d'un montant de 1,68 million d'euros (11 millions de francs), dont la totalité a été prêtée par les banques.

Cette structure a deux objectifis ambitieux : être équipée de matériels à la pointe de la technologie tout en restant accessible à toutes les femmes.

Association loi 1901, le Centre de le mamportome prâce auguel on neut







Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale Ministère des solidarités, de la santé et de la famille Ministère de la parité et de l'égalité professionnelle

Lyon, le 23 mai 2005

Monsieur le directeur,

L'agrément des deux nouveaux centres de vaccinations internationales

Objet : Planning des centres de vaccinations internationales pour l'été 2005

pensaire général de Lyon 10, rue de Sévigné

- Clinique du Tonkin Service de monsieur le Docteur Bertrand ISSARTEL 35, rue du Tonkin

est effectif à ce jour.

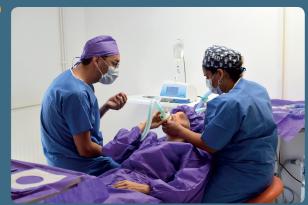
En conséquence, vous voudrez bien trouver ci-joint, le planning d'ouverture des six centres du département pour l'été 2005.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de ma considératio



Dispensaire général de Lyon 10, rue de Sévigné

245.rue Garibaldi - 69442 LYON CEDEX 3 - 2 : 04.72.61.39.11 - Télécopie : 04.78.71.03.8

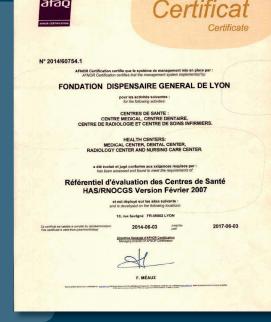


Une coopération avec le réseau RDBH et l'expérience apportée par la création de la plateforme "Handiconsult69" ont stimulé l'utilisation du protoxyde d'azote. Cette technique permettant une anxiolyse et une analgésie ouvre la possibilité des actes médicaux à un public plus large.



POLITIQUE QUALITÉ

- Optimiser la qualité de l'organisation et de la dispensation des soins et services médicaux.
- Améliorer la gestion des risques relatifs à la sécurité du patient, du public et du personnel.
- Développer la qualité de vie professionnelle au quotidien, du personnel de la Fondation.
- Avoir à disposition des références relatives aux "bonnes pratiques" des différentes activités professionnelles pour un meilleur accompagnement des usagers.
- Progresser dans l'organisation de l'évaluation de ces pratiques professionnelles.
- Fédérer l'ensemble des services de la Fondation autour de la qualité.







stratégique de la chirurgie ambulatoire a été rendu possible en 2017 d'un bloc opératoire dédié au sein du centre





de ces et humains permet de une réhabilitation mplantaire en



HYPNOSE

niveau national et international dans la prise le cadre de la prise en charge de l'anxiété et de en charge de la douleur (Gueguen J 2015). De l'analgésie lors de la réalisation des actes dennombreux travaux universitaires contemporains taires. Une consultation permettant l'accompadonnent espoir quant à la validité neurologique gnement des douleurs chroniques de la face et fonctionnel permet de caractériser cet état « phy- 2017 à la fondation. siologique » spécifique et ouvre des perspectives de recherche (Vanhaudenhuyse A 2015).

L'hypnose médicale est aujourd'hui validée au L'hypnose au Centre Sévigné est utilisée dans de l'utilisation de l'hypnose en médecine. L'IRM de l'anxiété préopératoire est proposée depuis

> La Fondation a financé un Diplôme Universitaire d'hypnose médicale à la faculté de Montpellier (...). Dans ce cadre, un mémoire sur l'intérêt de l'hypnose dans la prise en charge du bruxisme a été expose





DU DISPENSAIRE AU CENTRE DE SANTÉ 3.0

Des volontés, toujours les mêmes, de femmes et d'hommes médecins, bénévoles, soignants ou non-soignants, mais des volontés et des valeurs maintenant porteuses de nouvelles compétences, car les dimensions financières, technologiques, les exigences culturelles et managériales se complexifient!

Ce Bicentenaire marque à la fois une continuité et un tournant pour la Fondation; Ce tournant sera marqué symboliquement par la création d'une nouvelle dénomination de la Fondation, qui marquera le passage de l'ancien Dispensaire, à la paternité prolifique en créations de services tant sanitaires que médicosociaux, vers une nouvelle identité sachant décliner modernité, unité et diversité, à l'échelle de la Métropole lyonnaise.

La continuité reste incarnée par les valeurs humanistes issues de son passé, qui sont les "fondations" orientant l'avenir: ainsi le premier recours, par sa proximité et ses coûts moindres, se modernise et peut créer, voire constituer des plateaux spécialisés accessibles à tous, comme l'est déjà le Centre de santé Jean Goullard de Vaulx-en-Velin, comme le futur Centre qui sera implanté Espace Henri Vallée à Lyon Gerland, à l'été 2019.

Le contexte

Renforcer une offre de soin de premier recours "élargi" dans le 7^{ème} arrondissement lyonnais, accessible financièrement, de qualité, moderne et ouverte à tous.

Y travailleront des équipes pluriprofessionnelles, en capacité d'accueillir les habitants historiques d'un quartier dont on dit aujourd'hui qu'il "connaît un développement galopant, mais qui doit être aussi laboratoire de la mixité sociale" (Le Monde Smart Cities mai 2018), car sur ce quartier "La population aura ainsi doublé en moins de vingt ans, passant de 20000 à 40000 habitants", ceci sans compter les 15000 nouveaux emplois à l'horizon 2025.

L'offre

un centre de santé pratiquant le tiers-payant et l'accès au secteur 1, un emplacement avec parking et accès multimodaux.









Au rez-de-chaussée

seront enfin réunis deux "fleurons historiques et emblématiques" de la FDGL, le Centre Lyonnais d'Imagerie Féminine (radiologie du CLIF) et l'Alerm (IRM), pour ne former plus qu'un seul service d'imagerie afin d'organiser et coordonner la prise en charge des patients de manière efficiente: délais plus courts, pas de redondance d'examens, moins de déplacements.

À l'étage,

desservi par un ascenseur, un plateau de consultations en médecine générale et chirurgie dentaire, des soins paramédicaux et une antenne de la plate-forme Handiconsult69, sous couvert d'exercice regroupé et coordonné, porteurs d'actions de préventions.



